



La production de connaissances des intermédiaires de l'agriculture au prisme d'un instrument de financement de la R&D agricole

Sociologie des sciences et des techniques/sociologie des mondes
agricoles/sociologie de l'environnement

Laboratoire d'accueil

Laboratoire Interdisciplinaire Sciences Innovations Sociétés (LISIS)

3 All. Jean Renoir, 93160 Noisy-le-Grand

Responsables du stage

Nom : Baptiste Bedessem et Benjamin Raimbault

Email : baptiste.bedessem@inrae.fr benjamin.raimbault@esiee.fr

Contexte du stage

Les systèmes agricoles sont aujourd'hui fortement incités à opérer des mutations profondes de leurs modes de production. Ces derniers, responsables de dégâts désormais bien documentés sur les corps et les écosystèmes, sont appelés à laisser place à une agriculture utilisant moins de pesticides, moins d'intrants, valorisant et s'appuyant sur la (bio)diversité.

Cette marche vers la transition agroécologique s'inscrit comme une priorité dans les discours des acteurs publics (qui déclinent des plans d'action, e.g EcoPhyto) et privés (e.g les cahiers des charges des coopératives agricoles et inter-professions). Aussi, elle porte une remise en question profonde des modes de production des connaissances agronomiques (Compagnone et al. 2018). Il est en effet couramment admis que le développement de pratiques plus agroécologiques va de pair avec la recherche de solutions locales, adaptées à chaque écosystème et contexte productif (Prost et al. 2023). Alors que les sciences biologiques et agronomiques ont été centrales dans l'essor et la généralisation de l'intensification agricole (Lyautey et al. 2021), la transition agroécologique invite ainsi à renverser cette hiérarchie épistémique en remettant en cause un schéma linéaire voyant la connaissance produite en laboratoire disséminée aux

agriculteurs *via* des intermédiaires tels que les conseillers techniques (Touzard et al. 2015). Cette dynamique met ainsi en lumière une diversité d'agents épistémiques : les agriculteurs tout d'abord (Dubois et al. 2024), mais également les acteurs intermédiaires, tels que les conseillers (publics et privés), ou les instituts techniques agricoles (ITA), occupant une position singulière entre la recherche publique et les acteurs privés.

Les ITA jouent un rôle clé dans la production de connaissances et d'innovations agricoles. Au-delà d'une fonction de courroie de transmission pour diffuser des savoirs produits dans le champ académiques (INRAe, universités) vers les agriculteurs, les ITA endossent une fonction de producteurs de connaissances qui est encore aujourd'hui trop peu étudiée. Celle-ci est rendue possible, entre autres, par l'allocation des fonds du compte d'affectation spéciale "Développement agricole et rural" (CAS-DAR), créé par la loi n° 2005-1719 de finances en 2006. Le CAS-DAR succède à l'association nationale pour le développement agricole (ANDAs) dans les années 1960 et à l'agence du développement agricole et rural (ADAR) entre 2002 et 2005. Abondé par des cotisations assises sur le chiffre d'affaire des exploitations agricoles, le CAS-DAR (programme 776 des lois de finance) représente chaque année plusieurs dizaines de millions d'euros (70 millions en 2023) qui sont attribués pour 40% à des projets de R&D pour la plupart pilotés par des ITA, et pour 60% au fonctionnement des ITA. Depuis 2006, L'État détermine, *via* le Programme national pour le développement agricole et rural (PNDAR, un plan pluriannuel), les priorités à financer par les appels à projets du CAS-DAR.

Problématique et objectifs du stage

Au sein de la littérature en agronomie, en sciences sociales ou en études des sciences et des techniques portant sur les reconfigurations en cours des systèmes agricoles, peu de travaux se sont directement intéressés aux ITA et à leurs rôles dans les transformations des modèles agricoles. Or, ces acteurs constituent un point d'entrée particulièrement intéressant pour décrire les directions passées et actuelles prises par la R&D agricole, en particulier celles soutenues par l'État et pilotées par les filières par le biais du CAS-DAR. En creux, interroger la production de savoirs par et autour des ITA est également susceptible de nous renseigner sur les freins et les leviers aux transitions agroécologiques.

Ce stage se fixe ainsi pour objectif de mener une première étude exploratoire visant à décrire la production des connaissances par les ITA. Il s'agira ainsi de contribuer à éclairer deux ensembles de questions connexes :

1/ Comment ces acteur·rices intermédiaires participent-il·les à l'effort de transformation des modèles agricoles ? Quelles thématiques de recherche couvrent-il·les, et avec quels réseaux d'acteur·rices ? Comment se construisent les arbitrages entre intérêts économiques, scientifiques et environnementaux dans les projets de recherche poursuivis ?

2/ Quel est le rôle de l'État dans l'orientation de la R&D agricole menée par les ITA ? Peut-on identifier une continuité ou des ruptures dans son action ? Comment pèse-t-il dans le cadrage des projets qu'il finance ?

Dans le cadre de ce stage, nous faisons l'hypothèse de travail que le CAS-DAR constitue un point d'entrée pertinent pour explorer en parallèle ces deux ensembles de questions. D'une part, même si les projets financés par ce biais ne constituent qu'une partie des projets de R&D menés par les ITA, ils constituent un objet pertinent pour dresser un premier état des lieux des pratiques de production de connaissances au sein des instituts techniques (question 1/). Cet état des lieux devra ensuite être affiné en portant la focale sur un ou deux ITA dont les activités pourront être analysées de manière plus exhaustive. Ces cas d'étude seront identifiés en début de stage, avec comme critère possible un degré de dépendance variable au CAS-DAR dans les projets menés. D'autre part, le CAS-DAR sera saisi comme un instrument d'action publique (Lascoumes et Le Gales, 2004) pour transformer les systèmes de production agricole (question 2/). À cet égard, l'étude fine des pratiques de sélection des projets permettra de renseigner quels sont les acteur·rices qui convertissent les promesses de transformation des systèmes agricoles en ressources disponibles pour l'innovation des professionnels de l'agriculture.

Méthodes

Le ou la stagiaire recruté·e aura ainsi en charge deux missions complémentaires :

- Une cartographie des thématiques et des acteurs des projets financés par le CAS-DAR depuis 2011, en mobilisant la base de données R&D agri (<https://rd-agri.fr/>). Une enquête au sein des archives du Ministère de l'agriculture pourra éventuellement permettre de compléter cette base pour la période 2006-2011. La mobilisation d'outils d'analyse sémantique (*via* la plateforme Cortext hébergée au LISIS) pourra aider à l'identification de familles de thèmes ou d'objets. Cet état de lieu sera suivi d'enquêtes plus fines menées auprès de questions instituts par le biais d'entretiens semi-directifs, afin de mieux inscrire ces projets dans les stratégies globales des ITA.

- Une analyse du CAS-DAR comme instrument d'action publique visant à opérationnaliser les grandes orientations gouvernementales en matière de transitions agricoles. Parmi les documents de littérature grise mobilisable, le ou la stagiaire pourra se saisir des rapports de la Cour de Comptes, établissant un suivi continu du PNDAR¹. En parallèle, des entretiens avec des responsables ministériels en charge du programme pourront permettre de décrire les modalités de l'inscription des objectifs gouvernementaux au sein des appels à projets.

Encadrement

Cette recherche sera co-encadrée par Benjamin Raimbault (ESIEE/LISIS), Baptiste Bedessem (INRAE/LISIS). Un suivi ponctuel par des membres de l'Acta-Instituts techniques agricoles est également prévu.

Compétences requises

- Formation en philosophie/sociologie des sciences et des techniques ou sociologie des mondes agricoles,
- Expérience ou appétence pour l'enquête menée par entretien
- Capacité d'analyse, de synthèse et de rédaction,
- Connaissance générale et/ou intérêt pour les mondes agricoles

Conditions de stage

- durée du stage : 6 mois
- date de début de stage : entre le 1er février 2025 et le 30 avril 2025
- convention de stage ou de mission professionnelle obligatoire
- indemnité mensuelle de stage : selon les barèmes en vigueur
- prise en charge d'éventuels frais de déplacement

Modalités de candidature

Faire parvenir un CV et lettre de motivation avant le 31 octobre par mail à :

baptiste.bedessem@inrae.fr et benjamin.raimbault@esiee.fr

¹ <https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2024-04/NEB-2023-Developpement-agricole-et-rural.pdf>

Références

Compagnone, C. et al. (2018). The production and circulation of agricultural knowledge as interrogated by agroecology. Of old and new. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 12(2).

Dubois, M. (2024). La recherche agricole et les agriculteurs. Émergence des paysans-chercheurs-innovateurs. *Cahiers Costech*, 7.

Lascombes, P. (2004). *Gouverner par les instruments*. Presses de SciencesPo

Lyautey, M., Humbert, L., Bonneuil, C. (2021). *Histoire des modernisations agricoles au XXe siècle*. Presses Univ. de Rennes.

Prost, L. et al. (2023). Key research challenges to supporting farm transitions to agroecology in advanced economies. A review. *Agronomy for Sustainable Development*, 43(1).

Touzard, J-M. et al. (2015). Innovation systems and knowledge communities in the agriculture and agrifood sector: a literature review. *Journal of Innovation Economics & Management*, 17(2).

Urbano, G. et Bossuat, H. 2013. Le CAS-DAR, une politique publique pour le développement agricole et rural. *Agronomie, environnement et société*, 3(2)